

La pauvreté roule aux biocarburants

Pourquoi l'objectif de l'UE
pour les sources d'énergie
renouvelables pourrait
s'avérer désastreux pour les
gens défavorisées

1 novembre 2007

La voie vers un transport durable?

La Commission Européenne a publié en janvier de cette année, sa "Feuille de route pour les sources d'énergie renouvelables", se proposant de fixer un objectif obligatoire minimal de 10% pour la part des biocarburants dans la consommation d'énergie de l'UE pour 2020.¹ Cet objectif a donné lieu à une ruée vers l'or vert dans les pays du Sud, dont les populations vulnérables encourent le risque d'être expropriées de leurs terres, de se faire exploiter et de voir leur sécurité alimentaire se détériorer. Il est inacceptable que les ressortissants défavorisés des pays en développement fassent les frais des réductions d'émissions de l'UE. Afin de l'éviter, la Commission doit inclure des normes sociales dans le cadre général de son développement durable et créer des mécanismes avec lesquels il sera possible de revoir à la baisse cette cible des dix pour cent si elle s'avère contribuer à la destruction des moyens d'existence des populations vulnérables.

Le Conseil a donné en mars son accord de principe à cet objectif sous réserve que la production ait un *caractère durable*. En réponse, la Commission a lancé une consultation

au printemps, en proposant une définition de la durabilité qui comportait certains principes environnementaux mais aucun principe social.² Finalement, en septembre, le Parlement Européen a proposé d'instaurer un procédé de certification obligatoire qui veillerait à ce que cette production n'entraîne pas, directement ou indirectement des problèmes sociaux tels qu'une augmentation des produits alimentaires et le déplacement des populations.³ La Commission est actuellement en train d'élaborer son projet de loi attendu pour le mois de janvier qui définira ce que l'on entend par biocarburants « durables » et de quelles politiques de soutien ils bénéficieront.

Dix pour cent, mais d'où viendront-ils?

Les biocarburants sont des carburants liquides fabriqués à partir de matériaux organiques, dans la vaste majorité sont produits à partir de plantes cultivées. Ils sont habituellement mélangés à des combustibles fossiles pour le fonctionnement des véhicules conventionnels. Il est possible de substituer l'éthanol au pétrole, qui s'obtient par la transformation de végétaux contenant de l'amidon ou des saccharoses comme le maïs ou le blé, ou la canne à sucre et la betterave. Il est possible d'utiliser le biodiesel à la place du diesel et il est normalement dérivé de graines oléagineuses comme les graines de colza ou de l'huile de palme.

La raison invoquée par l'UE pour augmenter l'utilisation de biocarburants est l'objectif d'une diminution des émissions de gaz à effet de serre (le dioxyde de carbone). Néanmoins, les véritables économies de carbone entraînées par l'utilisation des biocarburants varient considérablement et dépendent du choix des matières premières, des pratiques agricoles, des filières de production et des effets produits par les changements dans l'usage des sols. Des écobilans tenant compte de ces facteurs révèlent que les biocarburants produits à partir de matières premières cultivées dans des régions tropicales entraînent une plus grande réduction de carbone et sont plus rentables que s'ils sont produits à partir des matières premières cultivées en Europe.⁴ Pourtant, par son régime d'incitations, de subsides, de tarifs préférentiels et ses règles techniques, l'UE privilégie les matières premières cultivées dans les pays membres⁵ Ce qui a donné lieu récemment à des critiques qui se sont interrogées sur la pérennité des politiques actuelles de l'UE pour les biocarburants et les motifs qui se cachent derrière elles.⁶

Aujourd'hui, les biocarburants satisfont environ un pour cent de la consommation d'énergie de transport de l'UE.⁷ L'objectif de 2020 équivaut par conséquent à une augmentation considérable de la demande en biocarburants, tout d'abord parce qu'il faudrait multiplier par dix la *part* des biocarburants dans la consommation totale d'énergie de transport et deuxièmement parce que cette consommation ne cesse d'augmenter.⁸ Pour réduire cet écart, l'UE devra importer des biocarburants des pays en développement où il est possible de cultiver plus rentablement les matières premières comme la canne à sucre et le palmier à huile.⁹ Parmi les pays les mieux placés, on trouve:

- la Malaisie et l'Indonésie, qui représentent environ quatre-vingt pour cent de la production mondiale d'huile de palme et qui espèrent se tailler une part de vingt pour cent dans le marché européen des biocarburants en 2009;¹⁰
- le Brésil, qui représente environ la moitié des exportations internationales d'éthanol et qui escompte augmenter la production de canne à sucre de cinquante-cinq pour cent dans les six années à venir en vue de satisfaire la demande d'éthanol qui est anticipée de la part de l'UE et des Etats-Unis.¹¹

Beaucoup d'autres pays pauvres semblent également investir dans les biocarburants dans l'espoir de se tailler une part de marché dans l'UE. On a dépeint l'Afrique du Sud comme un pays capable de devenir le « Moyen-Orient » des biocarburants.¹² Des rapports récents évaluant le potentiel de la Tanzanie ont estimé que presque la moitié du territoire national pourrait se prêter à la production de biocarburants.¹³ Pendant ce temps, le gouvernement courtise les investissements auprès des producteurs européens de biocarburants tels que Sun Biofuels au Royaume-Uni.¹⁴ Au Mozambique, près de 33 millions d'hectares – environ quarante pour cent de la superficie du pays – ont été identifiés pour approvisionner plus particulièrement le marché européen en biocarburants.¹⁵

Durable pour qui?

Dans de bonnes conditions, les biocarburants peuvent significativement aider à réduire la pauvreté avec une relance des secteurs agricoles, et par conséquent une création d'emplois pour les travailleurs agricoles et l'ouverture de marchés aux petits exploitants.¹⁶ La première coopérative produisant du biocarburant a été créée au Brésil en 2005: utilisant des méthodes d'agriculture durable, elle a permis d'améliorer les moyens d'existence d'environ 25.000 familles.¹⁷ Des biocarburants produits localement peuvent être également une source d'énergie pour les communautés marginalisées – par exemple, le programme social brésilien se concentre sur la production d'électricité hors réseau à partir des biocarburants.¹⁸

Malheureusement, ces conditions – notamment les politiques nationales et commerciales qui ont de clairs objectifs environnementaux et sociaux en faveur des populations défavorisées – ne sont pas présentes dans le modèle agro-industriel émergent. Il se produit à la place une ruée vers le Sud pour approvisionner le marché européen, et les populations défavorisées, dans la foulée, se font piétinées.

Destruction des moyens d'existence

La destruction des écosystèmes naturels tels que les forêts denses équatoriales pour les convertir en plantations pour la production de biocarburants a soulevé à juste titre de sérieuses inquiétudes quant aux retombées environnementales.¹⁹ Mais avec cette ruée qui s'intensifie, ce sont des millions de gens qui risquent également d'être expropriés. Ce sont sur les plus démunis et les plus marginalisés dans le monde que pèsent les plus lourdes menaces. Le Forum Permanent des Nations Unies sur les questions autochtones a récemment averti que 60 millions d'autochtones risquaient d'être expropriés de leurs terres pour faire place aux plantations nécessaires à la production des biocarburants.²⁰ Cinq millions d'entre eux vivent dans la région indonésienne de Kalimantan Ouest (voir encadré ci-dessous). En Colombie, des groupes paramilitaires expulsent les propriétaires terriens sous la menace des armes, torturant et éliminant tous ceux qui leur résistent, afin de planter des palmiers à huile, la plupart du temps pour la production de biocarburants,²¹ contribuant ainsi à l'une des crises de réfugiés les plus sérieuses dans le monde.²² Ces violences ciblent principalement les territoires traditionnellement habités par les peuples indigènes et les communautés de descendance africaine, affectant directement les groupes les plus vulnérables du pays. En Tanzanie, des rapports commencent à émerger sur l'expulsion de groupes vulnérables dont les terres seront reconverties en plantations pour la production de biocarburants.²³

Une fois privés de leurs terres, les gens perdent également leurs moyens d'existence. Beaucoup d'entre eux finiront dans des bidonvilles à la recherche de travail, d'autres deviendront des travailleurs migrants, et d'autres encore seront forcés d'accepter un travail — souvent dans des conditions précaires — sur cette même plantation qui est responsable de leur expulsion.

Etude de cas: litige foncier en Indonésie

Les terres indonésiennes qui sont cultivées pour la production d'huile de palme devraient passer de six millions d'hectares à vingt millions d'ici 2020 — une surface équivalente à presque cinq fois la superficie des Pays-Bas. Selon Sawit Watch, le partenaire d'Oxfam, il y aurait environ 400 communautés qui seraient engagées dans des litiges fonciers liés à la production d'huile de palme. C'est dans la région Kalimantan Ouest que l'expansion de ces plantations est la plus forte.

Margaretha Yuniar (43 ans), enseignante au village de Kampuh, à Kalimantan Ouest a trois enfants, et son rêve est qu'ils reçoivent une bonne éducation. Sachant qu'une bonne éducation est onéreuse, elle a décidé en 1996 avec sa famille d'utiliser leur petit bout de terrain pour cultiver des palmiers à huile, en vue de compléter leurs revenus. Ils ont donc donné à la société huilière PT Ponti Makmur Sejahtera (PMS) leur parcelle de 7,5 hectares. En contrepartie, il était prévu qu'ils reçoivent deux hectares pour cultiver les palmiers à huile, et que PT PMS garde cinq hectares dont cinq pour cent du profit net serait versé annuellement à Yuniar et sa famille qui habiteraient sur le demi-hectare restant.

Il a fallu attendre six ans, en 2002, pour qu'Yuniar reçoive finalement non pas les deux hectares promis, mais seulement un hectare et demi, qui ne faisait même partie de la parcelle qu'elle avait cédée à l'origine. Pour compliquer les choses, l'ancien propriétaire voulait qu'on lui rende son terrain, et ne voulait pas laisser Yuniar et sa famille récolter l'huile de palme. Pendant ce temps, l'Indonésie s'est retrouvée paralysée par une crise économique et PT PMS a été forcée de fusionner avec une compagnie malaise, Austral Enterprises Berhad, qui a abouti à la création de PT Mitra Austral Sejahtera (PT MAS). Golden Hope, un des plus grands propriétaires de plantations de palmiers à huile en Indonésie, a pris en 2005 le contrôle des opérations de PT MAS.

En juin de cette année, 800 fermiers ont défilé pour manifester devant l'office du *bupati*, le gouverneur de district qui, normalement, est chargé d'allouer les concessions foncières aux sociétés. « Il y avait environ 50 agricultrices à cette manifestation », a déclaré Yuniar. « Nous avons amené nos enfants. De Kampuh, notre village, neuf de mes amies ont pris part à cette manifestation. »

Malgré les réunions et de nouvelles offres de Golden Hope, la question de savoir à qui appartenait vraiment le terrain n'a pas été résolue.

Même si les gens parviennent à s'accrocher à leurs terres, les pratiques agricoles non durables sur les plantations peuvent encore menacer leurs moyens d'existence, avec la pollution de l'eau, de l'air et l'érosion des sols environnants. Les systèmes d'irrigation contribuent à l'épuisement des sources d'eau, et il est encore plus difficile aux communautés avoisinantes de cultiver leurs terres. Les sols et les voies navigables peuvent être pollués par les eaux usées et le dégorçement de produits chimiques industriels, avec des résultats dévastateurs sur ceux qui vivent en aval des plantations.²⁴ L'air, quant à lui, peut être pollué par des substances agrochimiques ou par certaines pratiques de brûlage.²⁵

Des conditions de travail inacceptables

Dans les plantations, les conditions de travail peuvent être épouvantables. Ceux qui travaillent dans les plantations de canne à sucre du Brésil sont payés au poids — ils gagnent à peine plus qu'un dollar la tonne. Ce système de rémunération à la pièce

pénalise systématiquement les femmes qui sont habituellement incapables de couper autant de cannes à sucre que les hommes. Les travailleurs vivent parfois dans des conditions sordides, sans eau potable, et peuvent être forcés de s'approvisionner pour leur nourriture et leurs médicaments à la plantation, à des prix exorbitants. Dans certains cas, les dettes accumulées par les travailleurs les enchaînent littéralement à la plantation, ce qui constitue véritablement un travail forcé.²⁶ Ils peuvent travailler pendant douze heures d'affilée à plus de 30 degrés de température – 14 travailleurs seraient d'ailleurs morts de fatigue pendant la récolte de 2004-2005 et de 2005-2006.²⁷

Dans les plantations de palmiers à huile en Indonésie, les femmes sont souvent obligées de travailler pour rien afin d'aider leurs maris à atteindre leurs quotas de production.²⁸ Ce travail s'ajoute à leurs autres obligations, comme la garde des enfants, la préparation des repas ainsi que les collectes de bois et d'eau, qu'elles doivent aller chercher beaucoup plus loin, compte tenu de la superficie des plantations. Les travailleuses indonésiennes sont fréquemment pénalisées : elles sont souvent bien moins payées que les hommes parce que leur travail est soi-disant plus facile.²⁹ En Malaisie, les femmes représentent environ la moitié de la main-d'œuvre employée dans les plantations et elles sont habituellement recrutées pour la pulvérisation des herbicides et des pesticides toxiques. Bien trop souvent, elles ne reçoivent aucune formation adéquate et pas d'équipement de sécurité, avec les risques que cela comporte à long terme pour leur santé³⁰

Il est souvent impossible aux travailleurs d'obtenir de meilleures conditions de travail, car ils n'ont pas le droit dans les faits de s'organiser ou de former des syndicats. En Colombie, des syndicalistes dans le secteur de l'huile de palme ont été torturés et assassinés.³¹ Dans d'autres pays de l'Amérique Latine, les lois, les intimidations, et des droits du travail inexistant sont autant d'obstacles à la syndicalisation.³²

En Indonésie, bien qu'il soit légalement possible de former un syndicat, la Confédération syndicale internationale note que, dans la pratique, les droits syndicaux sont sérieusement érodés par les intimidations et les procédures de médiation qui traînent en longueur et qui obligent les syndicats à recourir aux grèves sauvages.³³ C'est dans ce contexte, que Musim Mas, une compagnie indonésienne qui produit de l'huile de palme, a licencié l'an dernier plus de 700 travailleurs syndiqués qui s'étaient mis en grève, les chassant par la force de chez eux avec mille autres personnes de leur famille, et renvoyant leurs enfants de l'école.³⁴

L'exploitation des petits propriétaires

Environ trente pour cent de l'huile de palme indonésienne est produite par de petits exploitants qui font vivre jusqu'à 4,5 millions de personnes. Ils sont originaires pour la plupart des communautés locales et des populations autochtones dont les terres ont été converties en plantations et qui ont reçu en « récompense » une parcelle de deux hectares pour cultiver les palmiers à huile. Ces petits propriétaires se retrouvent dans un état de servitude vis-à-vis des sociétés qui leur fournissent le crédit qui financera la préparation des sols et l'achat des semences. Leurs dettes s'accumulent tout au long des huit années qu'il faut attendre avant que les palmiers à huile deviennent rentables et les fermiers sont obligés de vendre leur production aux sociétés auprès desquelles elles se sont endettées. Cette situation et le fait que le produit récolté doit être traité dans les 48 heures, enlèvent tout choix aux petits producteurs, quant à qui ils vendent leur production – ils sont de simples « preneurs de prix ». C'est pourquoi le prix payé pour leur production n'a rien à voir ou si peu avec les cours payés sur le marché. En

outre, ces paiements se font souvent attendre et lorsqu'ils arrivent, des sommes sont fréquemment déduites pour des motifs tout à fait obscurs.³⁵

La sécurité alimentaire

La production de biocarburant crée une compétition pour les ressources alimentaires et autres produits agricoles. Un rapport récent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques a prédit pour les dix prochaines années une augmentation mondiale du prix des denrées alimentaires aux environs de 20 à 50 pour cent, comparée aux années précédentes, qui serait principalement imputable aux biocarburants.³⁶ Bien entendu, une augmentation du prix des produits agricoles de base serait une aubaine pour les millions de petits exploitants qui ont souffert pendant des décennies de la stagnation de ce marché mondial.³⁷ D'autres, néanmoins, seront perdants.

Au niveau familial, les gens qui n'ont pas vraiment les moyens de tirer parti du marché des biocarburants et des opportunités qui leur sont associés en termes de moyens d'existence sont exposés à une plus grande insécurité alimentaire. Au niveau national, les pays à faible revenu qui comptent sur les importations alimentaires sont les plus exposés à ce risque. La FAO a dressé la liste de 82 pays qui seraient des « pays à faible revenu et à déficit vivrier » (PFRDV). Ces pays représentent collectivement presque deux tiers de la population mondiale et plus de la moitié sont en Afrique. Les raisons pour lesquelles ces pays dépendent des importations pour satisfaire à leurs besoins alimentaires sont diverses. Certains exportent des denrées tropicales comme l'huile de palme et importent des aliments de base. Dans ces pays, la hausse des prix à l'exportation provoquée par la demande en biocarburants peut compenser la hausse des prix à l'importation. Cependant, ceux qui ne peuvent pas profiter des bénéfices tirés de l'augmentation des prix agricoles à l'exportation continueront à souffrir des restrictions imposées par l'augmentation des denrées alimentaires.

Les autres PFRDV n'ont tout simplement pas une production alimentaire suffisante pour subvenir à leurs besoins, que la cause en soit les conflits, des infrastructures déficientes, ou encore la géographie ou le climat. Pour ces pays, les biocarburants n'offrent aucune opportunité, mais seulement des menaces.

Une menace peut-être plus lourde encore, est la recrudescence de la volatilité des prix car les gens défavorisés, qui peuvent dépenser jusqu'à cinquante pour cent de leur revenu sur la nourriture, ont plus de mal à absorber les chocs. Avec l'augmentation de la demande en biocarburants, une plus forte corrélation s'établit entre les prix des denrées alimentaires et le prix du pétrole. Le résultat sera une plus grande fluctuation des cours des denrées alimentaires puisque la volatilité des marchés énergétiques se répercutera sur ceux des denrées alimentaires.³⁸ La consommation obligatoire des biocarburants, comme c'est le cas dans l'UE où elle doit atteindre dix pour cent, ne fera qu'exacerber cette volatilité en affaiblissant la réactivité de la demande aux hausses des prix.

Conclusion: il est nécessaire d'adopter de toute urgence des principes sociaux

Pour les populations défavorisés vivant dans les pays du Sud, les biocarburants n'ont pas besoin de mener fatalement à la catastrophe — ils devraient offrir au contraire de

nouveaux marchés et de nouvelles opportunités pour leurs moyens d'existence. Mais le modèle agro-industriel en train d'émerger en réaction à l'objectif fixé par l'UE ne leur offre que peu d'opportunités, tout en faisant peser de lourdes menaces. Sans la mise en place de politiques appropriées entre les sociétés, les gouvernements producteurs et les gouvernements importateurs, cette ruée croissante vers l'or vert ne fera qu'aggraver les impacts sociaux négatifs évoqués plus haut. Les dispositions que doit prendre l'UE pour jouer sa part sont exposées plus bas.

Plus de flexibilité

La durabilité est plus importante que l'objectif des dix pour cent, qui ne devrait pas être gravé dans la pierre. Un processus formalisé reposant sur des évaluations annuelles d'impact et des études sur la sécurité alimentaire doit être introduit pour pouvoir revisiter cet objectif s'il n'est pas atteint de manière durable.

Normes sociales

En plus des normes environnementales, l'UE doit élaborer des normes sociales qui s'appliquent à *tous* les biocarburants, quelle que soit leur origine, telles que les normes suivantes:

- 1 Tous les travailleurs, hommes et femmes, doivent pouvoir faire un travail décent, tel qu'il est défini par l'Organisation internationale du travail.
- 2 La culture des matières premières ne doit pas avoir de répercussions négatives sur les communautés locales ou les autochtones.
- 3 Les petits exploitants, hommes et femmes, doivent être traités équitablement et de manière transparente.
- 4 Le droit à l'alimentation doit être garanti.³⁹

Des principes et des critères inhérents à la production des biocarburants doivent être élaborés dans le cadre d'une démarche inclusive impliquant les pays producteurs et les organisations représentant ceux qui sont le plus touchés par les normes sociales: les hommes et les femmes qui travaillent sur les plantations et les petits exploitants, les communautés locales et les peuples autochtones.

L'UE doit garantir que la réduction des émissions de gaz pour le transport ne se fasse pas aux dépens des moyens d'existence des gens défavorisés. Pour ce faire, elle doit inclure les dispositions susmentionnées dans toute législation. Sinon, elle devra se rendre à l'évidence qu'étant incapable d'atteindre de manière durable l'objectif des dix pour cent, il serait préférable de ne pas l'atteindre du tout.

Notes

¹ Ceci sur la base du contenu énergétique — ce qui veut dire que dix pour cent de l'énergie nécessaire au transport devrait provenir des biocarburants et non dix pour cent du volume du carburant destiné aux transports. Les biocarburants ayant une densité énergétique moins élevée que les carburants fossiles, ceci signifie que le volume des biocarburants nécessaires à la réalisation de l'objectif dépassera les dix pour cent.

² *Les biocarburants dans la nouvelle législation pour la promotion de l'énergie renouvelable*, consultation publique, avril-mai 2007, Direction générale de l'énergie et des transports, Bruxelles: Commission Européenne, 2007.

³ *Rapport sur la feuille de route pour les énergies renouvelables en Europe*, Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, Rapporteur: Britta Thomsen, Bruxelles: Parlement Européen, 2007.

⁴ *An Examination of US and EU Government Support to Biofuels: Early Lessons*, International Food and Agricultural Trade Policy Council, Washington: IPC, 2007.

Biofuels – at what cost? Government support for ethanol and biodiesel in the European Union, préparé par Global Subsidies Initiative, Genève: Institut International du Développement Durable/Development, 2007.

Transport Biofuels, Postnote number 293, Parliamentary Office of Science and Technology, Londres: 2007.

Notons que lorsque la production de matières premières tropicales provoque des changements dans l'usage des sols tels les déforestations ou la destruction de marécages, les biocarburants n'ont pas un impact positif sur la réduction d'émissions. Voir note 19.

⁵ *An Examination of US and EU Government Support to Biofuels: Early Lessons*, *ibid.*

Biofuels – at what cost? Government support for ethanol and biodiesel in the European Union, *ibid.*

Biofuels: is the cure worse than the disease?, document de discussion préparé pour la table ronde sur le développement durable, Paris: OCDE, 2007.

EU and U.S. Policies on Biofuels: Potential Impacts on Developing Countries, Le Fonds Marshall Allemand des Etats-Unis, Washington: 2007.

⁶ *Biofuels: is the cure worse than the disease?*, *ibid.* Et pour un résumé succinct des critiques récentes, voir: www.ipsnews.net/news.asp?idnews=39515; et <http://gristmill.grist.org/story/2007/10/10/112525/55>

⁷ *Rapport de situation sur les biocarburants: Rapport sur les progrès accomplis en matière d'utilisation de biocarburants et d'autres carburants renouvelables dans les Etats Membres de l'Union Européenne*, Bruxelles: Commission Européenne, 2007.

⁸ Entre 1994 et 2004, les émissions des transports dans l'UE ont augmenté de 32.2 pour cent. Cette information, basée sur une analyse des données de la Fédération Européenne des Transports et de l'Environnement soumise à la UNFCCC peut être consultée à l'adresse suivante:

http://www.transportenvironment.org/docs/Publications/2006/2006-07_ghg_emissions_transport_eea_analysis_2004.pdf

Si la tendance actuelle se maintient, on s'attend à ce que la consommation d'énergie des transports dans l'UE passe de 332 Mtoe en 2005 à 405 Mtoe en 2020. Voir la *Communication de la Commission: Action Plan for Energy Efficiency: Realising the Potential*, Bruxelles: Commission des Communautés Européennes, 2006.

⁹ Peter Mandelson, Commissaire au commerce, a récemment indiqué que l'UE n'atteindra pas son objectif avec sa production domestique: www.euractiv.com/en/trade/eu-eyes-imports-quench-biofuels-thirst/article-165289.

Un document récent de la Commission estime qu'en supposant que les technologies de deuxième génération deviennent disponibles sur une échelle commerciale, l'UE devra importer 20 pour cent de ses matières premières. Néanmoins, si ce n'est pas le cas, ces imports s'élèveront à cinquante pour cent. (Voir *The impact of a minimum 10% obligation for biofuel use in the EU-27 in 2020 on agricultural markets*, Commission Européenne: Bruxelles, 2007). Cette analyse table sur la continuation des politiques commerciales existantes qui restreignent l'accès des pays producteurs à l'UE par le biais de tarifs, subsides, incitations et règles techniques. Jusqu'à quel point les pays producteurs du Sud pourront suppléer à la demande européenne en biocarburants dépendra lourdement de l'orientation que prendra l'évolution de ces politiques

¹⁰ *Indonesia: concern grows over palm oil production*, Oxford: Oxford Analytica, 2007.

¹¹ *Brazil's ethanol slaves: 200,000 migrant sugar cutters who prop up renewable energy boom*, The Guardian, 9 mars 2007.

¹² Andrew Owens, directeur général de Greenergy, à la Conférence de Biofuels Markets Africa (30 Novembre – 1 Décembre 2006), le Cap.

¹³ Par exemple, *Liquid Biofuels for Transportation in Tanzania: Potential and Implications for Sustainable Agriculture and Energy in the 21st Century*, German Technical Cooperation (GTZ), 2005.

¹⁴ Voir www.sunbiofuels.com pour plus de détails.

Au début de cette année, le gouvernement tanzanien a annoncé qu'il était en train de négocier des investissements pour les biocarburants avec onze compagnies étrangères. Voir *Dar to grow bio-fuel crops*, Daily News, 12 avril 2007. Disponible à www.dailynews-tsn.com/page.php?id=6364

¹⁵ *The performance of EU-Africa Energy Partnership*, présentation donnée par le Ministre de l'Energie du Mozambique à la Table ronde sur le commerce international, *Business Perspectives on the Africa-Europe Energy Partnership*, 27–29 juin 2007, Hambourg. Disponible à www.energypartnership.eu/business/session%201/Minister%20Namburete.ppt

¹⁶ *Sustainable Bioenergy: A Framework for Decision Makers*, New York: UN-Energy, 2007.

¹⁷ *Agribusiness and biofuels: an explosive mixture*, GT Energia do FBOMS, Amigos da Terra Brasil and Fundação Heinrich Böll, Rio de Janeiro: Amigos da Tera Brasil, 2006.

¹⁸ *The Emerging Biofuels Market: Regulatory, Trade and Development Implications*, New York and Geneva: UNCTAD, 2006.

¹⁹ La conversion en plantations de matières premières peut également aboutir à la destruction de la biodiversité et des forêts tropicales ou les marécages qui stockent le carbone, contribuant de ce fait aux émissions de carbone. Voir www.unep-wcmc.org/climate/mitigation.aspx pour une discussion de ces impacts et d'autres références.

²⁰ <http://mwcnews.net/content/view/14507/235/>

²¹ *The flow of palm oil Colombia-Belgium/Europe: a study from a human rights perspective*, Fidel Mingorance, Bruxelles: Coordination Belge pour la Colombie, 2006.

Massacres and paramilitary land seizures behind the biofuel revolution, The Guardian, 5 juin 2007.

²² Après le Soudan, c'est en Colombie que l'on trouve le plus grand nombre de personnes déplacées sur le plan interne dans le monde. Voir <http://www.unhcr.org/publ/PUBL/4444d3ce20.html>

²³ *Agrofuels in Africa: the impacts on land, food and forests*, the African Biodiversity Network, 2007.

²⁴ *Agribusiness and biofuels: an explosive mixture*, *ibid.*

Greasy Palms: the social and ecological impacts of large-scale oil palm plantation development in South East Asia, Friends of the Earth, 2005.

²⁵ Au Brésil, quatre-vingt pour cent de la production de canne à sucre est récoltée après que les champs aient été brûlés et les fumées qui s'en échappent provoquent de sérieux troubles respiratoires pour les populations et municipalités locales — dans un quartier de São Paulo, les hospitalisations d'enfants et d'adolescents souffrant de troubles respiratoires augmentent de vingt pour cent pendant la période du brûlage (*Agribusiness and biofuels: an explosive mixture*, *ibid*).

²⁶ Au cours d'une incursion récente dans une plantation de cannes à sucre près de Belem, le gouvernement brésilien a libéré un millier d'hommes et de femmes qui étaient forcés de travailler dans des conditions inhumaines. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'au Brésil, malgré les efforts du gouvernement, entre 25.000 et 40.000 hommes et femmes travaillent toujours dans des conditions s'apparentant à l'esclavage. Voir: http://news.monstersandcritics.com/americas/news/article_1325583.php/Slave_w et www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--en/WCMS_069168/index.htm

Le bureau de l'OIT au Brésil utilise l'expression « travail forcé » pour faire allusion à un délit qui constitue une privation de liberté i) par le biais de la confiscation des papiers d'identité, ii) de la présence de superviseurs armés ou « gatos », iii) de l'obligation de rembourser des dettes, ou iv) à l'éloignement des travailleurs qui rend toute fuite impossible.

²⁷ *Agribusiness and biofuels: an explosive mixture*, *ibid*.

²⁸ *Greasy Palms: the social and ecological impacts of large-scale oil palm plantation development in South East Asia*, *ibid*.

²⁹ *The impacts of oil palm plantations on women*, Down to Earth No. 74, août 2007.

³⁰ *Oil Palm: From Cosmetics to Biodiesel Colonization Lives On*, World Rainforest Movement, Montevideo: 2006.

³¹ *The flow of palm oil Colombia-Belgium/Europe: a study from a human rights perspective*, *ibid*.

³² *Rapport annuel des violations des droits syndicaux*, Confédération Internationale des Syndicats, : Bruxelles, 2007. Disponible à <http://survey07.ituc-csi.org/getcontinent.php?IDContinent=0&IDLang=EN>

³³ *Rapport annuel des violations des droits syndicaux*, *ibid*.

³⁴ Voir comment l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (IUF) a traité ce sujet, par exemple: www.iuf.org/cgi-bin/dbman/db.cgi?db=default&uid=default&ID=3043&view_records=1&ww=1&en=1; et www.iuf.org/cgi-bin/dbman/db.cgi?db=default&uid=default&ID=3106&view_records=1&ww=1&en=1

³⁵ *Ghosts on our Own Land: Indonesian Oil Palm Smallholders and the Roundtable on Sustainable Palm Oil*, Forest Peoples Programme et Sawit Watch, 2006.

³⁶ *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la -FAO 2007-2016*, Organisation de coopération et de développement économiques et l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Paris et Rome: 2007.

³⁷ Cela suppose que la hausse des prix internationaux profitera également aux petits exploitants des pays en voie de développement. Il y a des raisons de supposer que cela ne sera peut-être pas toujours le cas à cause, par exemple, des marchés locaux imparfaits, de concentrations industrielles dans les filières d'approvisionnement, d'intermédiaires qui absorbent la hausse des prix, etc.

³⁸ *Sustainable Bioenergy: A Framework for Decision Makers*, *ibid*.

³⁹ Par droit à l'alimentation, on entend le droit de tout être humain à avoir un accès régulier à une nourriture suffisante, adéquate sur le plan nutritionnel et culturellement acceptable, pour mener une vie saine et active, envers lequel l'état comme la communauté internationale, ont une obligation de protection.

© Oxfam International novembre 2007

Cet article a été rédigé par Robert Bailey. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche, à condition d'en mentionner la source de manière intégrale. Le détenteur des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type lui soit déclarée, à des fins d'évaluation d'impact. Pour la reproduction, en toute autre circonstance, ou la réutilisation dans d'autres publications, ou pour une traduction ou une adaptation, une autorisation de l'auteur est requise. Des frais peuvent être exigés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courriel à : advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui collaborent dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice: Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux organisations listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur: www.oxfam.org/fr

<p>Oxfam America 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, USA +1 617 482 1211 (Toll-free 1 800 77 OXFAM) Courriel: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/F., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 Courriel: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australia 156 George St., Fitzroy, Victoria 3065, Australia Tél: +61 3 9289 9444 Courriel: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Spain) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tél: +34 902 330 331 Courriel: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-in-Belgium Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tél: +32 2 501 6700 Courriel: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Ireland Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tél: +353 1 672 7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tél: +44 28 9023 0220 Courriel: communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 Courriel: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1145, New Zealand Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) Courriel: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France – Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: + 33 1 56 98 24 40. Courriel: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Netherlands) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tél: +31 70 342 1621 Courriel: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tél: +49 30 428 50621 Courriel: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montreal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 Courriel: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam Great Britain Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tél: +44 1865 473727 Courriel: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	<ul style="list-style-type: none"> •

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tél: +44 1865 339100 Courriel: information@oxfaminternational.org. Site web: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International:

Courriel: advocacy@oxfaminternational.org

Washington: 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, USA, Tél: +1 202 496 1170.

Bruxelles: Rue Philippe le Bon 15, 1000 Brussels, Belgium, Tél: +322 502 0391.

Genève: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland, Tél: +41 22 321 2371.

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA, Tél: +1 212 687 2091.

Organisations liées à Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tél: + 81 3 3834 1556. Courriel: info@oxfam.jp Site web: www.oxfam.jp

Oxfam Trust in India B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, India
Tél: + 91 11 2667 3 763. E-mail: info@oxfamint.org.in Site web: www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante a actuellement un statut de membre observateur auprès d'Oxfam International et travaille à l'obtention d'une possible affiliation complète :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Napoles, C.P. 03810 Mexico, D.F.

Tél/Fax: + 52 55 5687 3002. Courriel: comunicacion@rostrosyvoces.org Web site: www.rostrosyvoces.org